

Le pouvoir aux travailleurs

8 JUILLET 2024

N° 306

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Nairobi, manifestation le 25 juin contre le projet de budget.

Éditorial

**UNE ÉCONOMIE QUI NE FONCTIONNE QUE POUR ENRICHIR UNE MINORITÉ,
ON N'EN VEUT PAS !**

Page 3

LES DOCKERS S'OPPOSENT
À LA RÉDUCTION DE LEUR
SALAIRE

Page 6

INONDATIONS À ABIDJAN :
LES ANNÉES SE SUIVENT ET
SE RESSEMBLENT

Page 7

KENYA :
PRÉSIDENT ASSASSIN,
FMI CRIMINEL

Page 11

ÉDITORIAL :

- UNE ÉCONOMIE QUI NE FONCTIONNE QUE
POUR ENRICHIR UNE MINORITÉ, ON N'EN VEUT PAS !..... 3
- LA QUESTION DU MAL-LOGEMENT 4 - 5

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :

- LES DOCKERS S'OPPOSENT À LA RÉDUCTION DE LEUR SALAIRE..... 6

LEUR SOCIÉTÉ

- INONDATIONS À ABIDJAN :
LES ANNÉES SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT..... 7
- LA COMPLICITÉ DE L'ÉTAT ET D'UNE MULTINATIONALE
DANS L'EMPOISONNEMENT DES POPULATIONS..... 7
- PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, BUSINESS ET MICMAC 8
- PAROLE DE POLITICIEN !..... 8
- BONJOUR LA CONFIANCE !..... 8
- MÉFIONS-NOUS DES BEAUX DISCOURS ! 9
- FAUT PAS ON VA RIRE !..... 9
- UN FAUX DÉBAT !..... 9 - 10

DANS LE MONDE :

- KENYA : PRÉSIDENT ASSASSIN, FMI CRIMINEL..... 11
- FRANCE : IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT
SANS MOBILISATION MASSIVE ET CONSCIENTE DES TRAVAILLEURS !..... 12 - 13

| |
|--|
| UNE ÉCONOMIE QUI NE FONCTIONNE QUE POUR ENRICHIR UNE MINORITÉ, ON N'EN VEUT PAS ! |
|--|

Le 18 juin dernier, lors d'un discours devant les députés, Ouattara s'est auto-félicité de la « *bonne santé* » et de la « *robustesse* » de l'économie de la Côte d'Ivoire. Évidemment, il ne parlait pas pour les pauvres dont les conditions d'existence se détériorent pendant que les grands capitalistes s'en mettent pleins les poches.

Du haut de son poste de chef de l'État, il s'adressait plutôt à cette classe minoritaire d'exploiteurs et de parasites qui accaparent les richesses produites par les travailleurs des villes et des campagnes. C'est aussi une manière de dire à cette bourgeoisie que l'État ivoirien est fier d'être à son service et qu'il veille sur sa prospérité.

Le quotidien des travailleurs ne fait pas partie de ses préoccupations. Pas un mot sur le coût de la vie et les bas salaires qui étranglent de plus en plus de familles des travailleurs. Pas un mot sur les conditions infernales de travail ni sur la précarité des contrats des travailleurs, sur le fait que de plus en plus d'entreprises recrutent leurs salariés au jour le jour. Il suffit de l'humeur d'un chef pour qu'un ouvrier s'entende dire « *toi, rentre chez toi !* », et de voir ainsi sa journée perdue. Ce qui fait que le travailleur a déjà un couteau pointé sur la gorge quand il va au travail. Et en cas d'accident de travail, les patrons s'en lavent les mains et s'en sortent à bon compte. Ils ont les moyens pour s'arranger avec les autorités judiciaires ou directement avec les ministres. Quand les ouvriers se mettent en grève pour revendiquer des améliorations de leurs salaires ou de leurs conditions de travail, le gouvernement n'hésite pas à envoyer les forces de l'ordre pour les réprimer.

C'est tout cela qui est derrière ce que Ouattara a qualifié d'économie en « *bonne santé* ». Mais en bon bourgeois à la tête de l'État, il ne voit que les intérêts de sa classe sociale, y compris les siens propres.

Les travailleurs ne réclament que leur droit à la vie et l'argent ne manque pas dans ce pays pour améliorer leurs conditions d'existence. Il suffit d'ouvrir les yeux en se promenant dans les quartiers chics pour se rendre compte que l'argent il y en a mais il est entre les mains de la classe qui s'enrichit sur le dos de millions de travailleurs et de petits paysans.

Les différentes chapelles politiques qui se battent régulièrement pour accéder au pouvoir promettent monts et merveilles pour obtenir le maximum de voix lors des prochaines élections de 2025. Ce sont des menteurs et des ennemis des travailleurs, leur seule ambition est d'accéder à la mangeoire et de bénéficier des privilèges du pouvoir. Leur camp social est le même que celui de Ouattara, c'est-à-dire celui des exploiters et des parasites.

Alors, la seule perspective pour les travailleurs, c'est qu'ils défendent eux-mêmes leurs intérêts en se méfiant des politiciens qui se présentent comme leurs défenseurs. Malgré leur diversité ethnique, religieuse, nationale ou autres, les travailleurs constituent une seule classe et ont les mêmes intérêts face au patronat et au gouvernement.

L'arme des travailleurs, c'est leur nombre et leur rôle dans l'économie. Sans leur travail, rien ne fonctionnerait et aucune richesse ne pourrait être produite. S'ils prennent conscience de la force colossale de leur classe, ils peuvent renverser cet ordre économique et social qui ne profite qu'à une minorité de riches et le remplacer par un autre système où les moyens de productions et les richesses seront la propriété de toute la société et orientés vers la satisfaction des besoins de la grande majorité.

| |
|-----------------------------|
| LA QUESTION DU MAL-LOGEMENT |
|-----------------------------|

Les démolitions de plusieurs quartiers pauvres suite aux nombreuses opérations de déguerpissements décidées par le gouvernement, ont fortement aggravé les conditions d'existences des classes laborieuses. À la cherté de la vie, aux bas salaires et aux conditions de travail infernales, s'ajoute le fait que les familles ouvrières sont chassées de leurs quartiers comme des indésirables. Ceux qui étaient déjà des mal-logés ont été transformés brutalement en sans-abris pour permettre à quelques promoteurs immobiliers de s'emparer des terrains libérés. C'est un crime dont le premier responsable est le gouvernement qui ne s'est jamais préoccupé de reloger correctement ceux qui, faute de moyens, sont condamnés à vivre dans ces quartiers misérables.

Programme de logements sociaux : la montagne accouche d'une souris

En 2012, le gouvernement estimait déjà qu'il fallait construire 400 000 pour couvrir les besoins de la population, principalement dans la ville d'Abidjan. L'État s'était alors engagé de construire 60.000 logements « sociaux » chaque année pendant 5 ans, une quantité bien en dessous des besoins.

Ce projet a suscité un réel engouement au sein de la population ; beaucoup de familles ont participé à la souscription mais le problème c'est que pour obtenir un logement il fallait graisser la patte de certains fonctionnaires. 5 ans après, seulement 10.000 logements ont pu sortir de terre. Ils n'avaient de « sociaux » que le nom puisque leurs prix étaient hors de portée de

l'écrasante majorité des travailleurs qui étaient censés en bénéficier. Les familles pauvres ont été de fait éjectées de ce programme et pendant ce temps, le chiffre des besoins en logement n'a fait qu'augmenter, il est aujourd'hui estimé à 800.000.

Prolifération des quartiers précaires et chasse aux pauvres

La conséquence logique de l'incapacité des gouvernements successifs à construire des logements sociaux en quantité suffisante a été la prolifération des bidonvilles et des quartiers dits précaires. D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement puisque la population d'Abidjan est en constante croissance alors que l'offre de logements ne suit pas. Du coup, tous les terrains libres en périphérie de la ville ou autour des zones industrielles sont devenus des lieux d'habitations de fortune pour ceux qui n'avaient pas les moyens de louer des logements ailleurs.

En 2019 le gouvernement a dénombré dans la seule ville d'Abidjan 132 quartiers précaires abritant plus d'un million deux cent mille personnes. Sous prétexte de sauver des vies et de mettre fin au « désordre urbain », le gouvernement s'en est pris aux habitants des quartiers précaires. Ainsi, Boribana, Banco 1, des pans entiers de Gesco et Adjamé Bracodi, etc., ont été démolis. Récemment le « quartier *Abattoir* » en a fait les frais. Des milliers de familles ont été jetées à la rue comme des animaux, sans relogement !

Aujourd'hui, ces terrains sont prisés, notamment par les capitalistes

de l'immobilier. Des projets sont en cours à certains endroits. Des magasins sortent de terre souvent sur des zones qui étaient hier qualifiées de « *non constructibles* ». Tandis que les promoteurs immobiliers accaparent les terrains libérés, les pauvres qui y habitaient ont été chassés plus loin vers la périphérie de la ville, dans un dénuement total en cette saison de pluies qui a déjà causé des morts.

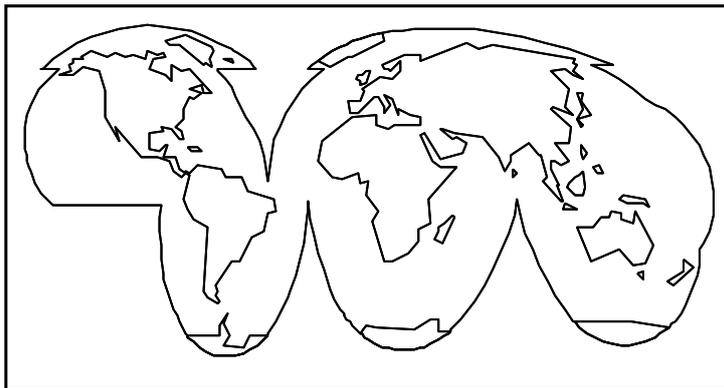
Le droit au logement comme le droit à une vie décente ne s'obtiendra que par la lutte

La question du logement des travailleurs ne sera résolue ni par les exploités, ni par les dirigeants du pays qui n'ont d'égards que pour les

intérêts des riches. Ce ne sont pas les moyens techniques et financiers qui manquent puisque le gouvernement en a trouvé pour organiser la dernière CAN. S'il en avait la volonté, il pourrait obliger les grands capitalistes à déboursier de l'argent pour loger leurs employés. Les bras ne manquent pas non plus dans ce pays pour construire ces logements, bien au contraire, il y a une multitude de travailleurs qui ne demande qu'à travailler !

Mais attendre du gouvernement et du patronat qu'ils viennent au secours des mal logés c'est comme attendre d'un bouc qu'il produise du lait ! C'est aux travailleurs eux-mêmes de s'organiser pour défendre leurs droits à une existence décente.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES DOCKERS S'OPPOSENT À LA RÉDUCTION DE LEUR SALAIRE

Le samedi 22 juin des syndicats regroupant 8.000 dockers du port d'Abidjan et de San Pedro ont tenu un point de presse pour dénoncer leur employeur qui est le SEMPA (Syndicat des Entreprises de Manutention des Ports Autonomes d'Abidjan et de San-Pédro).

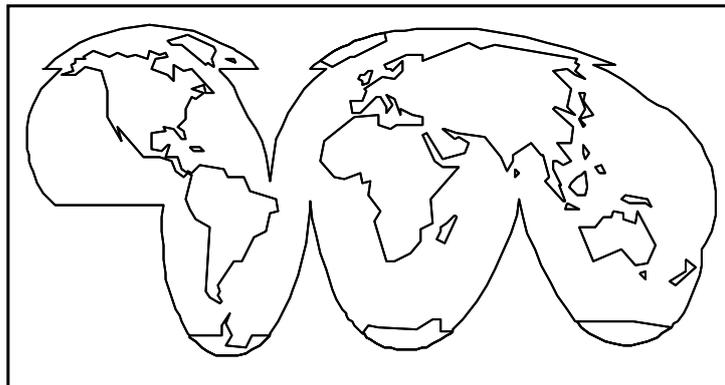
Jusqu'à décembre 2023, l'unique impôt prélevé sur leur salaire concernait l'ITS (l'impôt sur les traitements et salaires) qui représentent 1,2 % du salaire brut. Mais, depuis le mois de janvier 2024, leur employeur y a ajouté l'impôt général sur les revenus (IGR) et la Contribution nationale (CN). Ce qui représente une ponction de 16 à 24%

du salaire ! Autant dire, un prélèvement qui enfonce encore plus certains dockers dans la précarité.

C'est une attaque de plus contre le monde du travail. Le gouvernement nous appauvrit pendant qu'il continue de gaver le patronat et les gros actionnaires.

Dans le passé, les dockers ont montré plusieurs fois leur capacité à se mobiliser et à défendre farouchement leurs intérêts face au pouvoir et à leurs employeurs. Pour s'opposer à ces nouvelles attaques, ils devront renouer avec leur combativité du passé car le gouvernement et le patronat ne leur feront aucun cadeau.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

INONDATIONS À ABIDJAN : LES ANNÉES SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

Plusieurs zones dans la ville d'Abidjan ont été inondées suite à des pluies abondantes. Cela a été le cas des quartiers populaires des communes d'Abobo et de Yopougon. Cocody et Bingerville ont été aussi touchées. Des véhicules ont été emportés, des axes routiers importants du pays ont été coupés à l'instar de l'autoroute du nord où le trafic a été interrompu pendant presque une journée entière. Il y a eu des éboulements de terrain à Mossikro et à Micao, occasionnant des morts. Sur l'axe Adjamé Yopougon, on a suivi presque en direct les images d'un gbaka de 35 places emporté par les eaux de ruissellement avec tous ses passagers. Des immeubles se sont

effondrés. Il y a eu officiellement 24 morts, sans compter les portés disparus. Les dégâts matériels sont énormes.

Chaque année les pluies torrentielles provoquent d'importants dégâts à Abidjan. Les autorités savent que le système de drainage des eaux de pluie est inadapté et que pour résoudre ce problème il est nécessaire d'y consacrer suffisamment de moyens techniques et financiers. Le gouvernement en a trouvé beaucoup pour réaliser le tournoi de football de la CAN mais quand il s'agit de réaliser des travaux utiles pour la population il n'y en a pas. Le problème est là et non pas du côté de la mauvaise météo.

LA COMPLICITÉ DE L'ÉTAT ET D'UNE MULTINATIONALE DANS L'EMPOISONNEMENT DES POPULATIONS

La société Endeavour Mining, groupe canadien, premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest, exploite la mine d'or d'Ity qui se situe entre le département de Zouan-Hounien et celui de Bloléquin, dans l'ouest du pays. Fin juin, profitant certainement de la période des fortes pluies, elle a déversé ses déchets industriels dans les eaux pluviales. Ces eaux se sont propagées dans les marigots environnant et ont ensuite atteint le fleuve Cavally causant la mort de poissons et l'intoxication de plusieurs personnes.

Dans un village situé à 400 m de la mine, des centaines de personnes ayant bu de l'eau des puits ou mangé des poissons, ont été intoxiquées. Elles présentaient des

symptômes de diarrhée, de vomissements, de maux de tête et des ballonnements.

Mais comme tout capitaliste, les propriétaires de cette entreprise sont là pour tirer le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs, avec la complicité de l'État. Ils se moquent bien d'empoisonner en plus les populations pauvres environnantes.

Tant que ce sont de petites gens qui sont affectées, ce groupe minier continuera d'empoisonner avec la complicité du gouvernement ivoirien, à moins que les travailleurs et les populations ne leur fassent ravalier leur indifférence et leur mépris.

L E U R S O C I E T E

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, BUSINESS ET MICMAC

En Côte d'Ivoire les terres appartiennent aux communautés villageoises. Jusque-là, c'est elles qui faisaient les lotissements et procédaient à la vente des lots. Toute transaction liée à la vente de terrain commençait par une attestation villageoise qui est de fait le 1^{er} titre de propriété. Ce document était émis par les communautés villageoises.

À partir du 1^{er} juillet 2024, l'État a mis en place « *l'Attestation de droit d'usage coutumier (ADU)* ». C'est un modèle unique d'attestation sur les lotissements pour tout le pays.

Désormais quand un lotissement est approuvé par les services de l'État, chaque lot est immatriculé et c'est le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme qui fournit à la communauté villageoise le nombre d'ADU correspondant au nombre de terrains lotis.

Derrière le baratin sur la sécurisation des titres fonciers et sur la réduction du nombre de litiges fonciers, il y a surtout le calcul fait par les autorités en charge de la gestion des terrains pour se partager le gâteau avec les dignitaires.

PAROLE DE POLITICIEN !

Pour la présidentielle de 2025, Adama Bictogo, l'actuel président de l'assemblée nationale, a lancé « *un appel solennel à la consolidation de la paix, à la cohésion et à la concorde* ».

Chacun le comprendra comme il veut. En tout cas, il est assez riche, ambitieux et aux dents acérées pour s'imposer comme le candidat de son parti, au cas où Ouattara déciderait de se désister. De plus, son parti s'affrontera aux candidats du parti de Gbagbo et celui de Thiam, qui cherchent eux aussi à aller à la soupe !

Alors, « *la paix, la cohésion et la concorde* », dans la bouche de ces gens-là, ce n'est que du vent ! Ils sont capables de régler l'affaire à coup de machettes, comme dans le passé, pour peu qu'ils trouvent des gens pour les suivre !

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à choisir entre ces crocodiles qui ambitionnent de devenir le roi du marigot, bien au contraire, ils auront tout à perdre s'ils se laissent embarquer derrière ces politiciens pourris.

BONJOUR LA CONFIANCE !

Le PDCI prépare sa machine électorale pour 2025. Ainsi, Tidjane Thiam, le nouveau président du parti, a dit qu'il a mis en place 35.000 « *comités de base* ». Dans son plan, ce sont ces comités qui se chargeront du contrôle des bureaux de vote.

Mais comme ce Monsieur n'a

pas trop confiance en ses propres troupes, il a décidé de mettre deux comités de base dans chaque bureau de vote. C'est ce qu'il appelle « *le maillage* » ! Tant qu'à faire, il n'a qu'à mettre un 3^{ème} comité pour surveiller les deux et pourquoi pas un 4^{ème} pour surveiller le 3^{ème} ...

L E U R S O C I E T E

MÉFIONS-NOUS DES BEAUX DISCOURS !

Lors de sa tournée électorale à Dabou, Tidjane Thiam, le nouveau patron du PdcI, a déclaré : « ... *nous allons nous montrer des dignes fils de la Côte d'Ivoire, c'est-à-dire ne jamais recourir à l'invective, à la menace, à l'injure. Nous sommes le parti du calme, le parti de la paix...* ».

Donc, si on comprend bien, « l'ivoirité », la « xénophobie » qui avaient fleuri du temps de Bédié, il va les laisser au parti de Gbagbo et à ses

semblables, dont les partisans y avaient ajouté dans le passé le tristement célèbre « *article 125* » (c'est-à dire qu'ils brûlaient vivant leurs adversaires avec 100 francs de pétrole et 25 francs d'allumettes).

Les travailleurs et les pauvres ont tout intérêt à rester méfiant de tous ces gens-là, ceux au pouvoir, comme ceux de l'opposition ! « *Premier Gawa n'est pas gawa, deuxième gawa...* ».

FAUT PAS ON VA RIRE !

Le professeur de droit Bléou Martin a tenu une conférence devant des étudiants sur le thème de la « *démocratie, quels enjeux ?* ».

Voici ce qu'il dit : « *la démocratie étant le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, cela veut dire que les représentants du peuple (qui exercent le pouvoir) doivent être à l'écoute du peuple et servir le peuple, répondre aux besoins du peuple en s'oubliant un peu soi-même* ».

Pour que son explication soit

plus juste, il faudrait remplacer le mot « *peuple* » par le mot « *bourgeois* » mais ce professeur qui donne des leçons de démocratie n'est pas de cet avis et on comprend pourquoi, quand on sait qu'il a été ministre de la « *sécurité intérieure* » en 2003, sous Gbagbo. S'était-il alors « *oublié un peu* » lui-même, comme il le conseille aujourd'hui aux autres ? En tout cas, ce que bien des gens n'ont pas oublié ce sont les atrocités et les injustices commises par le gouvernement dont il faisait parti.

UN FAUX DÉBAT !

Sur les réseaux sociaux, ça discute beaucoup sur l'IDH (l'Indice de Développement Humain), créé par le PNUD, une agence de l'ONU, pour évaluer dans chaque pays l'espérance de vie, le niveau de vie, le niveau de scolarisation, etc.

Les réseaux sociaux se sont emparés de la question à la suite d'un meeting à Soubré où le président du PDCI a critiqué le

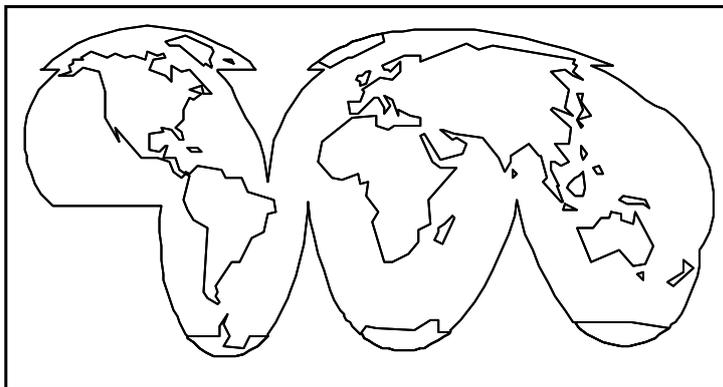
gouvernement de Ouattara à propos de la baisse de cet indice en Côte d'Ivoire. Immédiatement, le porte-parole du gouvernement l'a traité de « *populiste* ».

Ce qui est certain, c'est que tous ces gens-là, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition officielle, se moquent comme de leur dernière chaussette de la situation des travailleurs ! Le seul véritable

L E U R S O C I E T E

« *indice* » qui les préoccupe c'est celui qui indique le nombre de millions ou de milliards accumulés sur leurs comptes bancaires et dans leurs coffres-forts ! Quant à nous

autres, travailleurs, chômeurs et autres laissés-pour-compte, notre situation ne s'améliorera que lorsque nous serons en mesure de renverser leur table bien garnie !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

| |
|--|
| KENYA : PRÉSIDENT ASSASSIN, FMI CRIMINEL |
|--|

(Extrait de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* n°2918 du 5 juillet 2025)

Depuis le 18 juin, les manifestations se sont multipliées à Nairobi, la capitale du Kenya, contre un projet de budget prévoyant de nouvelles taxes. La répression a fait au moins 39 morts, mais le projet a dû être retiré, au moins pour l'instant.

C'est pour garantir au FMI le remboursement des emprunts contractés que le président William Ruto voulait instaurer ces taxes. La dette représente 70 % du PIB et le Kenya est perpétuellement à la limite du défaut de paiement. Afin de prouver aux banquiers internationaux qu'il est capable de pressurer sa population pour honorer sa dette, William Ruto entendait augmenter les taxes sur le pain et l'essence et en instaurer une sur les véhicules particuliers. Il espère obtenir ainsi de nouveaux prêts, dans une spirale d'endettement sans fin semblable à celle qui étrangle bien des pays africains. La population kenyane, elle, doit subir une inflation qui atteint officiellement 6,2 % par an pour les produits alimentaires et 7,8 % pour les carburants, alors que le cours de la monnaie s'effondre.

Les affrontements ont commencé le 18 juin, quand des milliers de jeunes sont descendus dans la rue, répondant à l'appel lancé sur les réseaux sociaux par le groupe « *occupy Parliament* » (occuper le Parlement). Pendant des heures, chantant et provoquant la police par leurs danses, ils ont occupé le terrain pacifiquement, jusqu'à ce que les policiers s'en prennent à eux avec gaz lacrymogènes et canons à eau. Les jours suivants, le mouvement s'est

étendu à plusieurs grandes villes, et le 25 juin les manifestants ont réussi à forcer les barrages et à pénétrer à l'intérieur du Parlement, en incendiant une partie. Le gouvernement a alors déployé l'armée, qui a ouvert le feu. Le lendemain, William Ruto annonçait le retrait du projet de budget.

Dans les manifestations, les pancartes « *Ruto démission* » ont rapidement côtoyé celles demandant le retrait du projet de budget. Ruto est un riche homme d'affaires, bien à l'image d'une classe dirigeante qui accapare les richesses et suscite l'indignation par sa corruption éhontée. Il parade avec des montres à 50 000 dollars au poignet, a fait rénover le Palais présidentiel, multiplié par trois le budget de son épouse et dilapide l'argent public dans de coûteux voyages à l'étranger. Il est connu comme le chouchou des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale. Pendant ce temps, un million de personnes s'entassent dans le bidonville de Kibera, où sévit le choléra, au milieu des immondices et où de l'eau polluée est le seul liquide pour se désaltérer. À Nairobi, la plupart des travailleurs vivent de petits métiers, au jour le jour, sans garantie pour le lendemain. Ils doivent subir les exactions d'une police gangrénée par la corruption qui règne de haut en bas de l'appareil d'État.

C'est contre ce régime odieux que s'est révoltée la jeunesse, contre cet auxiliaire des banquiers internationaux qui sucent le sang des travailleurs kényans.

FRANCE : IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT
SANS MOBILISATION MASSIVE ET CONSCIENTE DES TRAVAILLEURS !

Nous publions ci-dessous l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades de Lutte Ouvrière de France. Il a été publié le 8 juillet 2024, le lendemain du 2^{ème} tour de l'élection législative.

Ceux parmi les travailleurs qui ont vu dans le Rassemblement national un moyen de dégager Macron se sentent floués par la tambouille politicienne qui lui a fait barrage. À l'inverse, pour ceux qui craignaient la politique du RN et ses attaques anti-immigrés, la relative victoire du Nouveau Front populaire est un soulagement.

Mais, à moins d'une explosion sociale venant de la classe ouvrière, ce soulagement ne peut être que de courte durée. Car la société continue de s'enfoncer dans la crise. Et il ne s'agit pas seulement de l'instabilité politique et d'une majorité introuvable qui risquent de condamner le prochain gouvernement à la paralysie, mais de l'aggravation de la crise économique.

Les faillites d'entreprises se multiplient, menaçant des dizaines de milliers d'emplois. La pression des financiers sur l'État, endetté à hauteur de 3000 milliards, est plus forte que jamais. Les rivalités entre grands groupes capitalistes sont exacerbées. Elles ont déjà pesé grandement sur la guerre en Ukraine, tandis que les États-Unis et la Chine se préparent à s'affronter militairement.

Dans ce contexte, même avec l'arrivée d'un gouvernement de gauche, personne ne peut croire au Père Noël. La grande bourgeoisie continuera d'imposer du sang et des larmes aux travailleurs et le gouvernement, à son service, l'y aidera. Et ce ne sera pas la première fois que les Hollande, Faure et même Mélenchon cautionneront les licenciements, les fermetures d'entreprises et la rigueur pour le monde du travail !

Un tel gouvernement ne protégera pas non plus les travailleurs d'origine étrangère du rejet, voire de la haine raciste. Ce poison est présent dans toute la société, y compris au

cœur de l'appareil d'État et dans la police. Et il va continuer d'agir, car le RN ne s'est pas affaibli. Son poids politique et son influence sur toute la société n'ont même jamais été aussi élevés. Et il ne pourra que se renforcer quand, au fil des mois, le ou les prochains gouvernements montreront qu'ils n'ont rien d'autre à proposer aux travailleurs que de nouveaux reculs.

Rien de positif ne surviendra pour le monde du travail sans affrontement avec la grande bourgeoisie et son système. Ce dont aucun politicien ne veut, car ils sont tous des serviteurs fidèles du capitalisme.

Pour défendre leurs intérêts, il faut que les travailleurs retrouvent le chemin des luttes collectives, en ayant conscience qu'il faut renverser la domination de la bourgeoisie.

Le prochain gouvernement s'appellera peut-être Nouveau Front populaire en référence à mai-juin 1936 où les travailleurs ont obtenu les congés payés et la semaine de 40 heures. Mais, contrairement au mythe inventé par la gauche, ces avancées n'ont pas été octroyées par Léon Blum et son alliance gouvernementale. Elles ont été arrachées par une des grèves générales les plus puissantes que le pays ait connues, avec une vague d'occupations d'usine.

C'est parce qu'il craignait de tout perdre que le patronat de l'époque a accordé ces congés payés, dont il n'était même pas question dans le programme du Front populaire. Loin d'encourager la mobilisation victorieuse, le rôle du gouvernement Blum a été, au contraire, de la canaliser pour que les ouvriers ne contestent pas la propriété privée des usines et le pouvoir patronal.

Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal

Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs, ni fait barrage au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

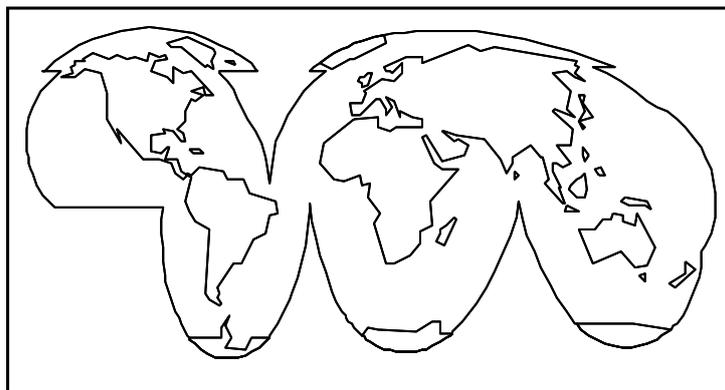
Le capitalisme nous condamne à l'exploitation et à la destruction de la planète. Il fait sombrer la société dans les inégalités, les haines nationalistes et racistes, les guerres. Seules la puissance et l'unité du monde du travail, mobilisé contre la grande bourgeoisie, peuvent l'empêcher.

Dans cette perspective, il faut construire un parti regroupant des travailleurs de toutes origines autour

de la conscience que le monde du travail reste la seule force révolutionnaire.

Demain, même s'il n'y a pas de gouvernement durable, la société continuera pourtant de tourner, car nous, travailleurs, en sommes la base. Les richesses, les profits et le capital de la bourgeoisie ne peuvent pas s'accumuler sans nous. Nous sommes indispensables. Cela nous donne le moyen de nous faire respecter et de nous battre, mais aussi et surtout de renverser le pouvoir de la bourgeoisie afin de diriger nous-mêmes la société.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.